

**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse  
**Herausgeber:** Union syndicale suisse  
**Band:** 30 (1938)  
**Heft:** 2

**Artikel:** La situation économique à l'étranger en 1937  
**Autor:** Leuthold, H.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-384126>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 08.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

30<sup>me</sup> année

Février 1938

N° 2

## La situation économique à l'étranger en 1937.

Par *H. Leuthold.*

Au début de 1938, après plusieurs années d'un mouvement de reprise marqué, l'économie mondiale se trouve de nouveau soumise à une nouvelle épreuve. Contrairement à 1936, l'aspect économique de l'année qui vient de s'écouler est complexe et difficile à analyser. Alors que dans la première moitié de l'année la reprise se poursuivait ou que, dans la plupart des pays tout au moins, l'activité économique demeurait considérable, la seconde moitié de l'année, par contre, offrait une image différente; sous l'influence des Etats-Unis la marche des affaires s'est ralentie en accusant même un recul. Les premiers signes alarmants d'un renversement de la conjoncture sont apparus au printemps lors de la débâcle des prix des matières premières et des cours de bourse après une hausse formidable. Dans l'espace de quelques mois seulement les prix de quelques marchandises sont tombés à un niveau qui n'avait même pas été atteint au cours de la grande dépression de 1929. Le recul parallèle de la production montre bien que la chute des cours n'a pas obéi à des raisons purement subjectives mais que son origine est plus profonde. La situation aux Etats-Unis a particulièrement contribué à créer de l'inquiétude.

La liquidité extraordinaire du marché de l'argent au cours de l'année dernière s'est maintenue dans tous les pays qui n'ont pas recouru au contrôle des changes. La politique de l'argent à bon marché a été poursuivie parce qu'on en attendait un effet favorable sur la conjoncture. Aux Etats-Unis, les banques d'émission ont poursuivi partiellement une politique de restriction des crédits, soit en recourant à la « stérilisation » de l'or, soit en augmentant à plusieurs reprises leurs réserves statutaires. De cette manière on voulait empêcher la hausse exagérée, et de caractère spéculatif, des matières premières. Malheureusement, ces mesures restrictives ont donné, sans qu'on l'ait voulu, le signal d'un recul de la conjoncture

et d'une aggravation de la chute des prix. Dans les Etats où la circulation des capitaux était libre, le taux de l'intérêt a été très réduit. Seule la France a constitué une exception ensuite de la fuite des capitaux dont elle souffrait en permanence. Par contre, le niveau du taux de l'intérêt a fortement baissé en Suisse et dans les pays nordiques. La circulation internationale normale des capitaux, c'est-à-dire l'octroi de prêts par les pays riches en capitaux aux pays qui en manquent, a été légèrement plus active en 1937, bien qu'elle se soit maintenue dans des limites relativement restreintes. La Suisse et la Hollande en particulier ont repris leurs exportations de capitaux. La Suède a maintenu son rang de pays exportateur d'argent, tandis que la Grande-Bretagne, le pays d'exportation des capitaux par excellence, a continué de se tenir sur la réserve. Le capital migrateur (hot money) c'est-à-dire l'argent qui passe sans cesse d'un pays à l'autre par crainte de nouvelles dévaluations continue de causer de graves soucis aux Etats intéressés. Depuis le printemps 1937, la fuite « dans » le dollar a fait place à une fuite « hors » du dollar. Même la suspension du paiement d'intérêt à ce capital migrateur (qui n'est le bienvenu chez personne) n'a eu aucun effet. Les détenteurs de ces capitaux préfèrent la sécurité du placement au loyer de l'argent.

Jusqu'au printemps, les cours des actions et les prix des matières premières ont accusé une hausse formidable, particulièrement aux Etats-Unis. La débâcle survenue à la Bourse de New-York n'en a été que plus sensible. La légère reprise qui a suivi a été étouffée par la débâcle sensationnelle des cours, dans la première moitié d'octobre. En novembre, la situation est redevenue quelque peu normale. Au milieu de décembre, le niveau moyen des cours des 44 actions les plus importantes des Etats-Unis a été de 44% inférieur aux chiffres maxima du mois de mars. La chute des cours américains a entraîné d'importantes réactions sur le marché européen, avant tout en Grande-Bretagne et en Suède. Etant donné l'étroite corrélation boursière qui existe entre les mouvements du marché des actions et celui des marchandises, il est difficile de déceler exactement quel mouvement est à l'origine de l'autre. Il semble cette fois que les bourses et la spéculation aient obéi non plus aux fluctuations des actions, comme c'était le cas lors de la dernière haute conjoncture, mais essentiellement aux mouvements de la production, que leurs réactions aient été déterminées par la chute des prix des matières premières et par le recul du degré d'occupation dans quelques-unes des industries-clés, particulièrement dans la métallurgie.

Comme nous l'avons vu, les prix des matières premières, qui avaient suivi un mouvement permanent de hausse depuis 1933, mouvement qui s'était tout particulièrement accentué depuis le milieu de 1936 (augmentant parfois même de 50 à 100% en peu de temps), ont subi une vraie débâcle au printemps de 1937. Depuis lors le mouvement de baisse a été pour ainsi dire con-

tinu. Nos lecteurs trouveront ci-dessous la chute des prix de quelques produits essentiels:

	31 XII 1936	Maximum au début de 1937	30 XII 1937	Diminution 30 XII 37 par rapport au maximum de 1937 en %
Blé, Chicago, cts. par boisseau . . .	135.13	144.25	90.00	37.7
Sucre, Londres, brut, sh. par cwt. . .	5.58	6.75	6.20	8.0
Café, New-York, cts. par lb. . . . .	7.16	7.33	4.32	41.1
Saindoux, Chicago, cts. par lb. . . . .	14.05	14.00	7.90	45.8
Coton, New-York Middl., cts. par lb. .	13.00	15.25	8.35	45.2
Laine peignée, Anvers, d. par lb. . .	34.50	36.50	25.38	30.5
Caoutchouc, Londres Smok, d. par lb. .	10.25	13.44	7.06	47.5
Cuivre, Londres Electrol., Lst. par lt. .	54.25	80.25	43.50	45.8
Étain, Londres, Stand., Lst. par lt. . .	233.13	302.50	183.50	40.3
Zinc, Londres, ordin., Lst. par lt. . .	19.94	37.00	14.91	59.8
Plomb, Londres, ordin., Lst. par lt. . .	28.38	36.38	15.53	53.3

De la fin du mois de mars 1937 à la fin de décembre, l'indice pour 20 des produits les plus importants du marché mondial a reculé de 17 %. A l'heure actuelle, le prix de la plupart des matières premières est inférieur à celui de décembre 1936. D'ailleurs, le mouvement des prix a varié d'un produit à l'autre. Ce sont les métaux qui marquent la chute la plus forte, qui atteint même 40 à 60 % comparativement au niveau maximum de mars. Les besoins de la fabrication des armements ont été surestimés. A la suite d'une offre trop considérable, le prix du coton a marqué un mouvement de baisse qui s'est maintenu longtemps. On estime l'offre totale du coton (récolte plus stocks) à 51 millions de balles pour 1937/38. Ajoutons que la consommation annuelle la plus considérable (1936/37) n'a pas dépassé 31 millions de balles. On attend même un recul de la consommation pour 1938. Ce sont en somme les prix des produits agricoles servant à l'alimentation qui ont le mieux résisté; mais, finalement, ils ont cédé, eux aussi, au mouvement général de baisse.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette baisse. En premier lieu, la hausse des prix, qui s'est maintenue jusqu'au printemps, a encouragé une accélération et une extension de la production. Les cartels internationaux ont procédé à des exceptions des dispositions restrictives qu'ils avaient appliquées à la production. Toutefois, pour des raisons d'ordre purement technique, cette extension de la production n'a pu devenir effective d'un jour à l'autre, si bien que, lorsque l'offre accrue a atteint le marché, la demande avait déjà baissé, surtout ensuite de la situation économique défavorable aux Etats-Unis. Il va sans dire que cet accroissement de l'offre n'a pas manqué d'exercer une pression sur les prix. En ce qui concerne les produits agricoles, des conditions atmosphériques favorables ont augmenté le volume des récoltes, spécialement pour le blé et le coton dont la production a atteint un chiffre record. La formation ultérieure des prix sur le marché international des matières premières dépend avant tout de la

situation économique des Etats-Unis, le plus grand consommateur de matières premières du monde.

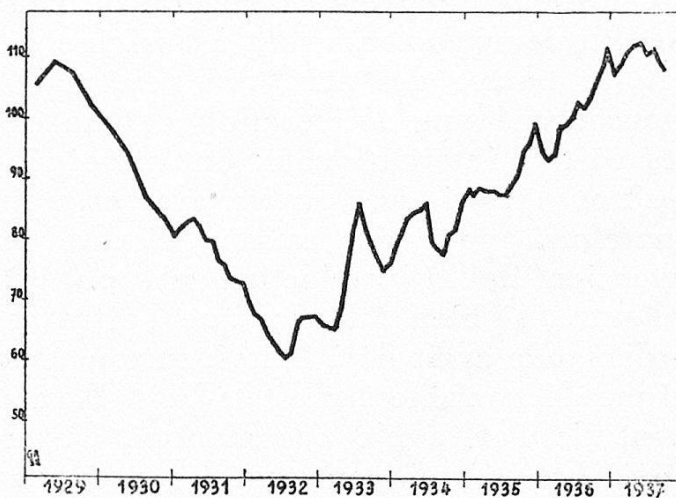
Naturellement, la baisse des matières premières n'est pas sans avoir une influence sur le développement des *prix de gros*, particulièrement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, ainsi que le montrent les chiffres ci-dessous :

		Indice du commerce de gros (1913/14 = 100)	
		U. S. A.	Grande Bretagne
1937, Janvier	. . . . .	90.1	87.7
Mars	. . . . .	92.1	94.4
Juin	. . . . .	91.5	91.2
Septembre	. . . . .	91.7	89.9
Décembre	. . . . .	87.4 (Nov.)	83.5

Quant au *coût de la vie*, il a poursuivi sa marche ascensionnelle jusqu'à l'automne et ceci dans la plupart des pays. Pourtant dans ces Etats, le niveau des salaires s'est élevé plus fortement — en moyenne tout au moins — que le coût de la vie si bien que d'une manière générale les salaires réels de la classe ouvrière accusent une amélioration. En France, l'augmentation du coût de la vie a été rapide. Dans la plupart des pays ayant récemment dévalué, elle s'est maintenue dans des limites relativement restreintes. Depuis quelque temps, la chute des prix des matières premières ne manque pas de se faire sentir sur le coût de la vie, en ce sens que le mouvement ascensionnel qu'il accusait a cessé dans la plupart des pays.

L'accroissement de la production industrielle s'est poursuivi en 1937, tout au moins jusqu'à l'automne. Pour la première fois la production mondiale (sans la Russie) a dépassé d'environ 4 % le maximum de 1929. L'augmentation de la production au cours des neuf premiers mois de 1937, de 12 % comparativement à la même période de l'année précédente, correspond environ à l'augmentation constatée de 1935 à 1936. Tous les résultats mensuels, y compris septembre, sont plus élevés que ceux des mois correspondants de l'année précédente. En 1936, la production a augmenté d'une manière continue jusqu'à la fin de l'année, alors qu'en 1937 elle n'a cessé de baisser à partir de mai, où elle a atteint son maximum (106,8 points = 100 en 1929), jusqu'en septembre où elle n'était plus que de 101,4 points. Bien que nous ne connaissons pas encore les résultats du dernier trimestre de 1937, nous pouvons admettre que la baisse

Production industrielle mondiale 1929/37



s'est poursuivie et que les chiffres des derniers mois sont inférieurs à ceux de la même période de 1936.

Nous donnons ci-dessous un aperçu du développement de la production dans quelques pays:

	Indice de la production 1929 = 100 (moyenne pour les 11 premiers mois)		
	1936	1937	Augmentation en %
Etats-Unis . . . . .	87.0	94.2	8.3
Grande-Bretagne * . . . .	114.6	123.7	7.9
Allemagne ** . . . . .	105.0	116.0	10.5
France . . . . .	70.5	72.2	2.4
Suède . . . . .	128.2	148.8	16.1
Danemark . . . . .	124.7	134.0	7.5
Belgique . . . . .	77.3	87.8	13.6
Pays-Bas . . . . .	70.2	91.4	30.2

\* Moyenne pour les 9 premiers mois. \*\* Pour les 10 premiers mois.

Pour tous les pays, la moyenne accuse une augmentation bien que variant d'un Etat à l'autre. Si l'on compare la situation des derniers mois de l'année avec celle de la même période de 1936, nous constatons un mouvement de recul non seulement aux Etats-Unis, où il est particulièrement marqué, mais encore en Grande-Bretagne, au Danemark et en Belgique. En dehors de ces pays, la production industrielle s'est non seulement maintenue mais encore améliorée au cours des derniers mois de l'année, bien que le rythme de l'augmentation se soit ralenti. Plus que les statistiques générales, les chiffres de la production particuliers aux diverses industries révèlent plus nettement le recul qui est intervenu, particulièrement dans l'industrie du fer et de l'acier, très sensible à toutes les fluctuations de la conjoncture. Aux Etats-Unis, la production a même accusé un recul désastreux. En novembre, elle n'atteignait plus que la moitié et en décembre plus que le tiers de la production réalisée au cours des mêmes mois de l'année précédente. Presque dans tous les pays la production des textiles est en régression considérable.

Le *commerce mondial*, qui avait repris avec quelque hésitation en 1936, s'est développé d'une manière réjouissante en 1937. Comparativement à l'année précédente, sa valeur a augmenté de 27 % et son volume de 15 %. Mais si le volume a presque atteint le niveau maximum de la période de haute conjoncture qui a précédé la crise, la valeur est loin d'avoir suivi la même progression; elle est encore largement inférieure aux chiffres de 1929, dont elle n'atteint pas même la moitié. L'accroissement de la valeur des transactions intervenu en 1937 est du surtout à l'augmentation du prix des matières premières. En outre, l'accroissement du pouvoir d'achat des pays producteurs de matières premières a entraîné une plus large consommation de produits industriels, si bien que la hausse des prix des matières premières a eu pour effet un accroissement du volume des transactions commerciales.

Malheureusement, la forte intensification des échanges inter-

nationaux au cours du premier semestre ne s'est pas maintenue au cours du troisième trimestre. Pour la première fois depuis 1933, le commerce international a accusé un recul, bien qu'encore léger. Ce recul s'explique par la diminution des exportations des pays producteurs de matières premières, par la réserve qui a suivi les achats massifs du début (stocks) et l'affaiblissement de la conjoncture aux Etats-Unis. Nous pouvons admettre que ce recul s'est aggravé au cours du quatrième trimestre. L'affaiblissement de l'activité économique dans quelques Etats industriels ne demeurera pas sans effet sur le commerce mondial; en outre, il est probable que l'importation de produits finis des pays producteurs de matières premières, importation qui s'est maintenue à un niveau élevé malgré la baisse des prix, reculera.

Au cours de l'année écoulée, le *chômage* a continué de reculer dans presque tous les pays. Selon les chiffres de l'Office allemand de statistique, le nombre des chômeurs dans 32 pays a diminué de 15 à 12 millions de septembre 1936 à septembre 1937. Ainsi, même au point le plus élevé de la conjoncture, le chômage est demeuré relativement assez élevé dans presque tous les pays et considérablement supérieur au niveau de 1929. Le recul du chômage a été inférieur à l'accroissement de la production. Ensuite du développement incessant de la rationalisation — qui n'a cessé de se poursuivre au cours des années de dépression — la fabrication d'un produit donné exige moins de main-d'œuvre qu'en 1929. En outre, le nombre des chômeurs est plus considérable ensuite de la forte augmentation du nombre des salariés. Voici, selon les chiffres officiels, le nombre des personnes en quête de place dans les principaux Etats:

	1936	1937
Etats-Unis (octobre) . . . . .	6,887,629	4,393,092
Grande-Bretagne (décembre) . . . . .	1,628,719	1,665,407
Allemagne (octobre) . . . . .	1,076,469	502,000
France (décembre) . . . . .	447,620	394,330
Suède (octobre) . . . . .	60,803	52,870
Danemark (décembre) . . . . .	141,946	168,911
Belgique (septembre) . . . . .	105,978	90,574
Pays-Bas (décembre) . . . . .	163,381	152,581

Comparativement à l'année précédente, la plupart des pays indiquent une amélioration. Elle semble particulièrement forte en Allemagne; mais n'oublions pas que ces chiffres ne correspondent pas à la réalité, parce que la statistique ne mentionne pas les chômeurs enrôlés par le « Service du travail » ou dans l'armée. Nous constatons un avilissement de la situation au Danemark et en Grande-Bretagne. Il semble même qu'en décembre le nombre des chômeurs aux Etats-Unis ait dépassé le niveau du mois correspondant de l'année précédente. Comme on le voit, même en période de haute conjoncture, le problème du chômage ne peut plus être résolu: au contraire, il semble même qu'il devienne de plus en plus brûlant.

### *La situation dans les divers pays.*

C'est avec une attention angoissée que l'on suit la situation aux Etats-Unis, dont l'influence est presque décisive pour le reste du monde. Au début de l'année, la reprise des affaires s'est poursuivie à un rythme accéléré et la production a atteint des chiffres records. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus douter que cette reprise n'ait été interrompue par un recul lourd de conséquences. Il s'est tout d'abord manifesté par une chute rapide des prix et des cours au printemps. L'amélioration qui a succédé à cette crise ne s'est pas maintenue. Au cours de l'été, nous avons assisté à une nouvelle baisse générale des prix qui non seulement s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année mais encore a été accompagnée d'un sérieux recul de la production dès l'automne. En octobre, la production a été pour la première fois inférieure à celle de l'année précédente; en novembre, elle l'était déjà de 20 à 25 %. Il semble qu'en décembre le recul ait été encore plus fort. La situation a particulièrement empiré dans l'industrie des biens de production. La situation dans l'industrie de l'acier, particulièrement sensible aux fluctuations de la conjoncture, est très caractéristique. Alors que l'utilisation de la capacité de production était de 92 % au printemps, elle n'était plus que de 19 % environ en décembre. Le chômage a augmenté et dans une proportion certainement très sérieuse. Par contre, le développement du revenu agricole semble avoir pris un cours favorable; on estime que de 1936 à 1937 il a augmenté de plus d'un milliard de dollars. Toutefois, après la baisse des prix intervenue en automne en ce qui concerne le coton et les céréales, il semble peu probable que cette estimation puisse être maintenue dans toute son ampleur. La récolte record de coton donne lieu à des inquiétudes; on peut également s'attendre à une nouvelle pression sur les prix des céréales.

Les causes du renversement de la conjoncture aux Etats-Unis sont diverses. Partout, l'augmentation exagérée des prix a incité le commerce et l'industrie à constituer des stocks dépassant largement les besoins. L'augmentation de la production qui est résultée de cet élargissement de l'offre, de caractère largement spéculatif, a exercé à son tour une pression sur les prix. La baisse des prix a abouti à une réduction des stocks, à une diminution des commandes et finalement à une restriction de la production. En outre, la situation économique a été influencée par la politique financière. Les tentatives en vue d'équilibrer le budget des Etats-Unis ont eu un effet déflationniste sur l'économie; l'impulsion formidable que la politique financière du gouvernement avait donnée à l'économie au cours des dernières années a épuisé sa vertu. La fin des subventions gouvernementales a marqué la fin de la reprise des affaires. L'initiative privée n'est pas parvenue à combler par des investissements la lacune laissée par le changement inter-



venu dans la politique financière du gouvernement. Un vaste programme de constructions, destiné à combler le manque d'habitations aux Etats-Unis, programme dont l'exécution doit être facilitée par l'aide de l'Etat, ainsi que d'autres mesures doivent mettre fin à ce mouvement de recul.

Bien qu'au cours de l'année précédente l'économie britannique ait montré quelques signes de fatigue, nous sommes encore en mesure de dire que sa situation est très favorable. La production industrielle a continué d'augmenter, dépassant de 24 % celle de 1929. L'industrie des moyens de production et celle des armements indiquent l'augmentation la plus forte. Elles travaillent à plein rendement. Le commerce extérieur s'est également fortement développé. Contrairement à l'industrie lourde, qui profite surtout des commandes dues aux armements, l'industrie textile et le bâtiment accusent un recul. Depuis deux ans, les autorisations de bâtir sont en diminution constante. Les commandes des chantiers navals diminuent également. Le nombre des salariés occupés a continué d'augmenter; pourtant, en décembre 1936, les effectifs du chômage ont dépassé pour la première fois ceux de l'année précédente. La conception optimiste de la marche des affaires que les milieux économiques britanniques n'ont cessé de défendre semble toutefois faire place, ces derniers temps, à un jugement plus prudent et tenant mieux compte des réalités.

Même sans admettre que le recul britannique atteindra l'ampleur de celui des Etats-Unis, la Grande-Bretagne ne pourra pas éviter de ressentir les conséquences de la crise américaine. Toutefois, le formidable programme britannique des armements contribuera certainement à renforcer l'économie et à constituer un élément de stabilisation; mais son influence sur la vitalité de l'économie est déjà en train de baisser. En 1937, le niveau des prix a poursuivi lentement son mouvement ascensionnel; en octobre, il était de 6 % supérieur à celui du mois correspondant de l'année précédente. L'augmentation des salaires s'est également poursuivie.

La situation économique a continué de se développer d'une manière réjouissante dans les pays scandinaves. C'est une nouvelle année de haute conjoncture qui vient de s'écouler en Suède. Comparativement à 1936, la production industrielle s'est accrue de 16 %; elle a été supérieure de 50 % à celle de 1929. L'exportation a également augmenté. Le chômage est minime. Sur l'initiative du gouvernement un programme de travaux publics (dit programme de travaux préventifs) a été mis sur pied pour les dix années à venir. Il comporte une somme de 2,8 milliards de couronnes assurant 200 millions de journées de travail (soit l'occupation de 100,000 ouvriers pendant 200 jours en moyenne par année sur une période de 10 ans). A l'heure actuelle, le programme fait encore l'objet d'une étude et d'un ajustement.

En Norvège et en Finlande, la reprise des affaires s'est maintenue; la Norvège a pu profiter de la conjoncture favorable inter-

venue dans le trafic maritime international; elle a été également en mesure de développer sa production industrielle. Par contre, un léger recul est apparu au Danemark; l'activité de la production industrielle et de l'industrie du bâtiment ont lentement et progressivement fléchi. Au cours de ces derniers mois, le chômage est en recrudescence.

En Belgique, après une reprise des affaires qui a duré trois ans, nous constatons depuis quelque temps un indéniable recul, sans toutefois qu'il soit encore possible de déceler les signes graves d'un renversement de la conjoncture. Dans l'industrie lourde, la production a rapidement progressé; la situation est moins satisfaisante dans l'industrie du verre et du bâtiment.

Aux Pays-Bas qui, grâce à la dévaluation du florin, avaient pu opérer un alignement rapide avec la conjoncture montante, on constate également un léger ralentissement de la marche des affaires. Bien que le nombre des chômeurs ait diminué, il n'en demeure pas moins élevé. La situation dans l'industrie des moyens de production a été favorable, tandis que celle des produits destinés à la consommation a laissé à désirer. Comme en Suisse, l'insuffisance de la reprise de l'économie intérieure se fait sentir.

En France, la situation demeure embrouillée. La reprise des affaires consécutives à la dévaluation d'octobre 1936 s'est arrêtée depuis le mois d'avril 1937. Après la suppression de la clause de l'or, le 30 juin, le franc, jusqu'au début d'octobre, est tombé de 65 à 50 % de l'ancienne parité. L'économie française a de nouveau été ébranlée par des fuites de capitaux et une forte augmentation des prix. Toutefois, depuis l'automne 1937, on constate un certain retour des capitaux émigrés. Le taux de l'escompte, qui avait dû être élevé jusqu'à 6 % au cours de l'année, a pu être ramené progressivement à 3 % jusqu'en septembre. La production industrielle est de 2 à 3 % supérieure à celle de l'année précédente; mais, contrairement à celle de la plupart des pays industriels, elle est encore très inférieure à la production de 1929. L'activité des hauts fourneaux a augmenté, alors que celle des industries du textile, du cuir, du papier, du bâtiment est peu réjouissante. Une commission d'enquête a été instituée aux fins d'étudier la situation de la production et ses possibilités d'extension. L'exportation, qui était d'abord hésitante, s'est nettement développée à partir de l'été. La vague de renchérissement qui a déferlé sur la France — au cours du premier trimestre de 1937, le coût de la vie était supérieur de 20 % à celui de la même période de 1936 — a exigé de larges augmentations de salaires. L'Office allemand de statistique estime que d'octobre 1936 à octobre 1937 les salaires horaires ont augmenté de 40 à 50 %, y compris l'adaptation exigée par l'application de la semaine de 40 heures.

Grâce à l'augmentation de prix des marchandises, qui s'est poursuivie depuis le milieu de 1936 au printemps 1937, la situation économique des pays d'outre-mer fournisseurs de matières

premières s'est améliorée. En ce qui concerne tous les produits importants pour ainsi dire, l'activité économique s'est fortement développée. L'augmentation du pouvoir d'achat consécutive à l'augmentation des prix a accru la demande en produits étrangers des pays producteurs de matières premières et ceci au bénéfice des pays industriels. Jusqu'à aujourd'hui, la nouvelle chute des prix n'a pas encore ébranlé la situation économique favorable des pays producteurs de matières premières. Toutefois, si les prix devaient encore baisser, nous devrions nous attendre à de nouvelles difficultés et à un nouvel avilissement de la situation.

Quant aux États autoritaires, ils occupent une situation particulière non seulement dans le domaine politique mais encore dans le domaine économique. Leur économie tend à l'autarchie et elle s'est largement abstraite du rythme international de la conjoncture. Dans ces pays, les armements occupent une large place dans la production. Bien que le niveau de l'occupation soit élevé, le revenu et l'alimentation des masses populaires sont insuffisants. En Allemagne, la production industrielle a atteint un nouveau record, dépassant de 16 % le niveau de la production de 1929. Le chômage, tout au moins sur la base des chiffres statistiques, a fondu jusqu'à concurrence d'un faible résidu. Le nombre des salariés réintégrés dans le processus de la production a augmenté. Le mouvement du commerce extérieur s'est accentué. Le développement concerne surtout les industries produisant les biens de production et celles des biens dit d'« investissement » (constructions navales) auxquelles on continue, comme auparavant, d'accorder la plus grande importance. Les hauts fourneaux, l'industrie des machines, les chantiers navals, l'industrie du bâtiment travaillent à plein rendement. Ce degré d'occupation des industries a été rendu possible par les investissements de l'État. En ce qui concerne la construction (routes, autostrades, constructions militaires) on estime la participation financière des pouvoirs publics aux trois quarts des dépenses; par contre, l'industrie du bâtiment proprement dite (construction des habitations privées) accuse un recul. Ensuite de l'augmentation du revenu des masses populaires consécutive à l'accroissement du degré d'occupation, l'activité de l'industrie produisant des biens de consommation a augmenté, bien que sa reprise soit encore largement inférieure à celle de l'industrie des biens de production. En ce qui concerne la répartition des matières premières, l'État tient d'abord compte de l'industrie des moyens de productions (armements); l'industrie des moyens de consommation est mal servie, ce qui explique aussi pourquoi sa production n'a pas pu augmenter dans des proportions très considérables. Aujourd'hui comme autrefois, davantage même, le problème de l'approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires est au centre de la politique économique allemande. Afin de rendre l'Allemagne aussi indépendante que possible de l'étranger, les tendances autarchiques ont été activement poursuivies.

Toutefois, les difficultés qui s'opposent à la fabrication des succédanés sont encore considérables et exigent d'énormes moyens financiers.

Parallèlement à l'Allemagne, l'Italie tente, elle aussi, de renforcer ses positions autarchiques; les interventions de l'Etat dans l'économie italienne se multiplient. En vue de renforcer son indépendance économique à l'égard de l'étranger, l'Italie encourage le développement des textiles indigènes, de l'industrie métallurgique et de l'aluminium. Ces mesures ont donné un coup de fouet vigoureux à l'économie. Le prix du coût de la vie a augmenté; des ajustements de salaires ont également été opérés. Aucun chiffre n'est plus publié sur les effectifs du chômage. Les impôts sur la consommation ont été augmentés et un prélèvement de 10 % a été opéré sur les capitaux et les réserves des sociétés anonymes italiennes en vue de combler les déficits croissants entraînés par la « colonisation » de l'Abyssinie, les armements et le développement de l'autarchie.

Comment l'économie mondiale va-t-elle se développer en 1938? Les pronostics sont moins faciles à formuler qu'au début de 1937. Le recul que nous constatons actuellement n'est-il qu'une interruption passagère de la conjoncture ou, au contraire, marque-t-il le début d'une longue période de dépression? La situation est embrouillée et contradictoire. Les éléments favorables sont balancés par des éléments défavorables. Un fait autorise un certain optimisme. Contrairement à ce qui s'est passé en 1929, nous ne sommes pas aujourd'hui en présence d'une surproduction. Sur les marchés, la situation paraît être plus stable. Mais cette stabilisation sera-t-elle de longue durée? Nous ne saurions le dire. Quoi qu'il en soit, les stocks largement entamés au cours du dernier semestre de l'année précédente doivent être complétés. Dans tous les pays, l'accélération des armements renforce vigoureusement l'activité économique. En ce qui concerne la situation des crédits, on ne saurait dire qu'elle soit tendue comme c'est généralement le cas au début d'une crise économique; au contraire, la liquidité des capitaux se maintient ainsi que le bas niveau du taux de l'intérêt. Mais parallèlement à ces signes favorables, nous observons également des signes défavorables. Nous sommes menacés d'un danger de surproduction en ce qui concerne les matières premières les plus importantes. L'offre du coton dépasse largement la demande. Nous observons également que dans les pays où les placements de capitaux ont été actifs au cours de ces dernières années, avant tout en Grande-Bretagne et en Suède, on se demande si la diminution du besoin de capitaux n'entraînera pas un affaiblissement de la conjoncture. On craint avant tout que le recul du revenu intervenant ensuite d'un accroissement du chômage ne frappe de larges milieux de la population et n'entraîne un rétrécissement de la consommation et de la production. A son tour cette situation enflerait à nouveau les effectifs du chômage; l'économie entrerait de nouveau dans le cercle vicieux dont il semble qu'elle vient de sortir.

Mais même si la dépression actuelle devait être de longue durée, nous pouvons admettre qu'elle ne sera pas aussi violente que la précédente. Des faits sérieux nous permettent cette hypothèse. A l'heure actuelle, l'économie mondiale est vraisemblablement mieux immunisée contre les crises qu'il y a 8 ans. La plupart des Etats ont reconnu la nécessité d'une politique conjoncturelle active. On sait aujourd'hui qu'on ne peut plus se borner à abandonner le développement économique à son sort, pratiquer le « laisser faire, laisser passer ». L'endettement international n'est pas aussi considérable — et de loin — qu'en 1929 et nous n'avons pas à craindre une crise du crédit analogue à celle de 1931. Ajoutons enfin que les Etats autarchiques, par leurs efforts en vue de se soustraire largement au mouvement international des échanges ne sont pas sans freiner aussi bien le développement de la conjoncture que son recul. Quoi qu'il en soit, la situation économique dépend largement du sort de la conjoncture aux Etats-Unis, dont nous avons souligné l'importance à plusieurs reprises au cours de cet article. La dépression américaine a déjà fait sentir ses effets sur quelques pays. Sa gravité ne saurait être négligée. Quant à savoir ce que deviendra la conjoncture américaine, nous sommes encore dans l'incertitude. Aussi longtemps que nous n'assisterons pas une reprise de l'économie des Etats-Unis, la situation que nous venons d'exposer en ce qui concerne les autres pays ne subira aucune modification dans le sens d'une amélioration. Quoi qu'il en soit, nous pouvons admettre que le recul de la conjoncture internationale se poursuivra au cours du premier semestre de 1938. Espérons qu'il ne tardera pas à être suivi d'une nouvelle reprise.

---

## Une année de redressement.

### L'économie suisse pendant l'année 1937.

Par Max Weber.

L'année passée, la Suisse a vu se produire l'événement qu'elle attendait: le *redressement* de son *économie extérieure*. Au cours du premier semestre, grâce à la reprise mondiale, nos vœux ont été comblés au delà même de ce que nous attendions en ce qui concerne nos exportations et notre industrie hôtelière. La pression de la crise s'en trouva diminuée également sur le marché indigène, cependant dans une mesure bien moindre que celle que l'on eût dû et pu atteindre pour provoquer une reprise générale de toute notre économie nationale. Ce phénomène ne nous a pas surpris non plus. Il y a une année, nous avions prédit que la dévaluation, incapable de résorber toute la crise, devait être accompagnée d'une augmentation des revenus et de la production sur le marché inté-